

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Pouvoir adjudicateur

Commission de régulation de l'énergie
15 rue Pasquier
75379 Paris Cedex 08

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

(Marche ordinaire à tranches)

Procédure adaptée ouverte

**Objet : Audit du niveau des charges et produits d'exploitation
d'Electricité de Mayotte**

Table des matières

Article 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR	3
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 - PROCÉDURE	5
ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ ET DELAI D'EXÉCUTION	5
ARTICLE 5 – Tranche optionnelle	6
ARTICLE 5 bis – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	6
ARTICLE 6 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
ARTICLE 7 - PRESTATION ATTENDUE	7
ARTICLE 7 bis - Prestations complémentaires	10
ARTICLE 8 - RÉUNIONS INTERMÉDIAIRES ET PRÉSENTATION DES RÉSULTATS	10
ARTICLE 9 - LIVRABLES ATTENDUS.....	11
ARTICLE 10 - VÉRIFICATIONS ET RÉCEPTION	12
ARTICLE 11 - AVANCE - CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE	12
ARTICLE 12 - PRIX	12
ARTICLE 13 - DÉLAI DE PAIEMENT–ACOMPTE–FACTURATION	13
ARTICLE 14 - PERSONNES MANDATÉES	14
ARTICLE 15 - CONFLIT D'INTERÊT	14
ARTICLE 16 - ACCEPTATION ET PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	15
ARTICLE 17 - PÉNALITÉS DE RETARD	15
17.1. Pénalités de retard dans l'exécution des prestations	15
17.2. Autres pénalités.....	15
17.3. Pénalité pour travail dissimulé	15
ARTICLE 18 - ASSURANCES	16
ARTICLE 19 - CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL	16
19.1 Traitement des données à caractère personnel.....	16
19.1.1. Obligations du Titulaire.....	16
19.1.2. Obligations de la CRE, responsable de traitement, à l'égard du Titulaire	18
19.2 - Confidentialité	19
ARTICLE 20 - PROPRIÉTÉ DE L'ÉTUDE ET DE SES RÉSULTATS	19
ARTICLE 20 - PROPRIÉTÉ DE L'ÉTUDE ET DE SES RÉSULTATS	20
ARTICLE 21 - RÉSILIATION	20
ARTICLE 22 - DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	21

ARTICLE 23 - NOTIFICATION/envoi de documents	21
--	----

ARTICLE 24 - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	21
--	----

Article 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom ou raison sociale de l'acheteur

Commission de Régulation de l'Énergie

15, rue Pasquier

75379 PARIS Cedex 08

Téléphone : 01 44 50 41 00

Adresse électronique (courriel) : mp@cre.fr - Adresse Internet (U.R.L.) : www.cre.fr

Pouvoir adjudicateur

Monsieur le Secrétaire Général, Rachid Bouabane-Schmitt, par délégation du pouvoir adjudicateur en date du 17 août 2022 parue au Journal Officiel le 23 août 2022.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation, pour le compte de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), d'un audit du niveau des charges nettes d'exploitation d'Electricité de Mayotte (EDM) sur la période 2022-2029 pour ce qui concerne ses activités de gestionnaire de réseau (GR) d'électricité.

❖ Contexte

EDM (environ 46 000 clients) exerce son activité de GR sur un territoire communément nommé « zone non interconnectée au réseau métropolitain continental » (ZNI). Ces territoires constituent des « petits réseaux isolés » du fait de leur taille et de l'absence d'interconnexion à un réseau continental.

Les caractéristiques géographiques des ZNI (île, zone enclavée, relief volcanique ou montagneux, etc.) et la relative faiblesse des infrastructures portuaires ou routières imposent le recours à des solutions technologiques différentes de la métropole. Cette situation conduit à un prix de revient du mégawattheure produit et à un coût de gestion de l'activité de GR nettement supérieurs à ceux de la métropole continentale, alors que les consommateurs bénéficient des tarifs réglementés de vente d'électricité dont le niveau moyen est identique en tous lieux du territoire national. C'est le principe de la péréquation tarifaire.

L'article 165 de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (« LTECV ») a introduit à l'article L. 121-29 du code de l'énergie la possibilité pour les gestionnaires de réseaux qui interviennent dans les ZNI d'opter pour un mécanisme de péréquation s'appuyant sur l'analyse de leurs comptes, dans le cadre du FPE.

La délibération de la CRE du 13 mars 2025 sur le « TURPE 7 HTA-BT » prévoit la couverture par le tarif, à son niveau effectif, des charges d'Enedis correspondant à la dotation versée à EDM, dont le montant est déterminé par la CRE.

Le niveau de la dotation perçue par EDM pour la période 2022-2025 a été fixé par la délibération de la CRE n°2022-75 du 10 mars 2022 portant décision sur les niveaux de dotation au titre du fonds de péréquation de l'électricité (FPE) pour EDM au titre des années 2022 à 2025 et sur le cadre de régulation associé. Conformément à l'article R121-60 du code de l'énergie, ces dotations ont été établies jusqu'à la fin de la période d'application du tarif d'utilisation des réseaux de distribution d'électricité « TURPE 6 ».

Afin d'initier les travaux devant conduire à la fixation des niveaux de dotation pour les années 2026 à 2029, la CRE a demandé en décembre 2024 à EDM de lui remettre, d'ici le 31 mars 2025, un dossier tarifaire comportant un bilan des charges supportées au titre des exercices 2022 à 2025, ainsi qu'une prévision des charges pour les exercices 2026 à 2029.

En raison de la forte mobilisation d'EDM pour le rétablissement du système électrique à la suite du cyclone Chido intervenu en décembre 2024, la CRE a considéré que les conditions pour la transmission d'un dossier tarifaire compatible avec le calendrier du FPE n'étaient pas réunies. Aussi, la CRE a proposé, dans sa consultation publique n°2025-03 du 27 mars 2025¹, d'établir dans un premier temps une trajectoire tarifaire pour l'année 2026 uniquement, sur la base des éléments à sa disposition, puis de reprendre le processus classique de mécanique tarifaire pour fixer la trajectoire prévisionnelle pour la période 2027-2029.

A ce titre, le niveau de la dotation d'EDM pour l'exercice 2026 serait fixé par une délibération devant être publiée début janvier 2026, en même temps que les délibérations relatives aux niveaux de dotation des GR EDF SEI, Gérédis et EEWf pour les exercices 2026 à 2029.

Conformément à cette orientation, la CRE reprend le processus de mécanique tarifaire visant à élaborer le niveau de dotation à verser à EDM pour la période FPE 2027-2029. La trajectoire prévisionnelle de ces dotations sera notamment établie sur la base des charges prévisionnelles de l'opérateur, en distinguant :

- les charges d'exploitation ;
- et les charges de capital de l'opérateur.

Il est donc essentiel pour la CRE d'avoir une parfaite connaissance de la structure de coûts d'EDM pour être en mesure d'analyser le niveau et l'efficacité de ces coûts sur la période 2022-2025 d'une part, et la période 2026-2029, d'autre part. Le niveau de charges retenu doit répondre au principe établi par l'article L. 341-2 du code de l'énergie qui précise que « les tarifs [...] sont calculés de manière transparente et non discriminatoire, afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par les gestionnaires de ces réseaux dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace », et d'autre part, au principe établi au II de l'article L. 121-29 du code de l'énergie portant sur la compensation par le FPE des charges résultant de la mission d'exploitation des réseaux publics, qui stipule que « ces charges comprennent tout ou partie des coûts supportés par les gestionnaires de réseaux publics de distribution d'électricité et qui, en raison des particularités des réseaux publics de distribution qu'ils exploitent ou de leur clientèle, ne sont pas couverts par la part relative à l'utilisation de ces réseaux dans les tarifs réglementés de vente d'électricité et par les tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution ».

❖ Objectifs

Conformément à l'alinéa 2 de l'article L. 134-18 du code de l'énergie, le présent marché a pour objet l'exécution pour le compte des services de la CRE d'une mission d'audit du niveau des charges et des produits d'exploitation d'EDM au périmètre de ses activités de gestionnaire de réseau.

Dans ce contexte, l'audit a pour objectif de permettre à la CRE de disposer d'une parfaite compréhension des charges et produits d'exploitation actuels d'EDM constatés au cours des exercices comptables réalisés de 2022 à 2025 et estimé 2026 et des charges et produits d'exploitation prévisionnels présentés par EDM pour la période de dotation FPE à venir (période 2027-2029).

En particulier, le rétablissement du système électrique post Chido a généré des charges d'exploitation additionnelles pour lesquelles EDM a été en partie compensé grâce au cadre de régulation mis en place par la CRE. A ce titre, l'audit doit permettre à la CRE de pouvoir faire la distinction entre les charges d'exploitation additionnelles directement liées à Chido et celles relevant de l'activité courante du GR.

Pour l'accomplissement de sa mission, le titulaire s'appuiera en particulier sur les données de l'opérateur, sur tout élément de comparaison et sur son expertise.

Plus précisément, les résultats de cet audit devront permettre à la CRE :

- de comprendre les fondamentaux sous-jacents à chaque poste de charges et produits d'exploitation supportés par l'opérateur sur la période 2022-2029 et les hypothèses sous-jacentes à leur évolution ;

¹ [Consultation publique n°2025-03 de la CRE du 27 mars 2025 portant sur la modification du cadre de régulation du FPE d'Électricité de Mayotte à la suite du passage du cyclone Chido](#)

- de porter une appréciation sur les évolutions proposées par l'opérateur sur les exercices 2027-2029, en s'appuyant notamment sur l'analyse susmentionnée du niveau des charges réalisées et estimées et sur les derniers budgets d'exploitation validés par les organes de direction de l'opérateur ;
- de porter une appréciation, par exemple au regard d'indicateurs de performance, sur l'efficience de l'opérateur sur les exercices 2022-2025 et l'amélioration de son efficience prévue sur les exercices 2027-2029,
- enfin, si le titulaire considérait que le niveau des charges réalisées et prévisionnelles d'EDM ne s'avérerait pas efficient, de proposer un niveau de charges d'exploitation efficient pouvant être atteint par l'opérateur.

Cette étude sera structurée en 4 phases : **Les 3 premières phases forment la tranche ferme, la 4^{ème} étant une phase éventuelle formant la tranche optionnelle**

- Phase 1 : une description des différents postes de charges et produits d'exploitation d'EDM, hors achats liés au système électrique, et une analyse détaillée et quantifiée de leurs évolutions sur la période 2022 à 2029 ;
- Phase 2 : une appréciation du niveau des charges et produits réalisé de 2022 à 2025, estimé 2026 et prévisionnels 2027-2029 d'EDM à partir d'éléments de comparaison, ou sur la base de l'expertise du titulaire du marché ;
- Phase 3 : des recommandations quant au niveau efficient de charges d'exploitation d'EDM qu'il conviendrait de prendre en compte dans le revenu autorisé et une appréciation sur les indicateurs de performance mis en place et suivis par l'opérateur ;

Phase 4 supplémentaire éventuelle (tranche optionnelle) : une actualisation des travaux des phases 1 à 3 et une analyse de la justification des éléments mis à jour par EDM, dans la mesure où l'opérateur devra, dans le cadre de ces travaux, mettre à jour la trajectoire de ses charges et produits d'exploitation prévisionnelles (2027-2029) au plus tard le 15 juin 2026.

ARTICLE 3 - PROCÉDURE

Il s'agit d'une procédure adaptée ouverte, conformément à l'article L 2123-1 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ ET DELAI D'EXÉCUTION

Durée du marché : Le présent marché est conclu pour une durée **de 6 mois** à compter de sa date de notification au titulaire attestée par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre mode avec force probante.

Le marché n'est pas reconductible.

Délai d'exécution : Le délai d'exécution de la phase n°1, 2 et 3 (tranche ferme) est de **12 semaines calendaires** à compter de la date de la réunion de lancement (qui fera l'objet de l'ordre de service n°1).

En conséquence et à titre indicatif, la mission pourrait démarrer dès la réception par la CRE du dossier tarifaire d'EDM, soit début avril 2026, et s'achever fin juin 2026.

Si la phase 4 (tranche optionnelle) était décidée, la décision d'affermissement de la tranche serait notifiée au titulaire après validation de la phase 3 de la tranche ferme soit, à titre indicatif, entre le 1^{er} juillet 2026 et le 10 juillet 2026. Néanmoins, si la nécessité d'enclencher la phase 4 est avérée avant la fin de la phase 3, la décision d'affermissement pourra alors être notifiée avant la validation de la phase 3. La durée d'exécution de cette phase serait alors de **3 (trois) semaines calendaires** à compter de la notification de la décision d'affermissement.

Le délai d'exécution est impératif. Néanmoins, la CRE pourra procéder conformément à l'article 13.3 du C.C.A.G.-P.I. à une prolongation du délai d'exécution pour les cas listés à l'article 13.1 du C.C.A.G.-P.I. Nota : Le titulaire devra se rendre disponible pour la réunion de lancement dans un **délai maximum de 5 jours ouvrés après la notification** du marché.

ARTICLE 5 – Tranche optionnelle

La tranche optionnelle (phase 4) peut être affermie dans un délai maximum de 5 mois à compter de la date de notification du marché.

La notification de la décision d'affermissement de cette tranche sera réalisée via la messagerie de la plateforme PLACE (avec demande d'un accusé de réception) où bien par courrier recommandé avec accusé de réception. Par conséquent, l'affermissement ne peut avoir lieu par l'envoi d'un simple mail ou à la suite des échanges lors des réunions.

Il n'est prévu aucune indemnité de dédit ou d'attente.

Les clauses du marché s'appliquent pleinement à l'exécution de la tranche optionnelle à la date d'affermissement de cette dernière.

ARTICLE 5 bis – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le présent marché comporte une prestation supplémentaire éventuelle (PSE) facultative, c'est-à-dire dont le chiffrage n'est pas obligatoire. Il s'agit de la prestation précisée à l'article 7 du CCP (phase 2, dernier paragraphe) relatif à la comparaison avec d'autres gestionnaires de réseaux présentant les mêmes caractéristiques qu'EDM. Aucun délai d'exécution supplémentaire n'est prévu pour la réalisation de la PSE.

ARTICLE 6 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le présent marché est régi par les documents ci-après désignés qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP)
- L'engagement à conclure une convention de délégation de paiement, et la convention de délégation de paiement signée des 3 parties (CRE, EDM et le titulaire)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI approuvé par arrêté du 30 mars 2021, édité par la direction des journaux officiels et accessible sur Légifrance)
- La « Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ». La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, pour l'établissement des acomptes, et le cas échéant, l'estimation/le règlement des éventuelles prestations modificatives.
- Le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre
- Le calendrier d'exécution.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre du Titulaire puis durant l'exécution du marché, n'est admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché.

De même, aucune conditions générales ou spécifiques figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne peut s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Au titre de son devoir de conseil, le Titulaire doit informer la CRE de toute modification ou évolution de normes ou réglementations relatives aux prestations définies dans le marché pendant toute sa durée.

Toute clause limitative de responsabilité du Titulaire intégrée dans son offre est expressément

considérée comme nulle et non avenue.

En cas de signature manuscrite, l'original du marché, qui seul fait foi, est conservé dans les archives du représentant du pouvoir adjudicateur désigné dans l'acte d'engagement.

Le CCAG-PI, bien que matériellement non joint à l'accord-cadre, est réputé parfaitement connu des Parties.

ARTICLE 7 - PRESTATION ATTENDUE

Le périmètre dans lequel s'inscrit l'audit à effectuer par le titulaire du marché se définit comme suit :

- Opérateur concerné : Electricité de Mayotte
- Exercices comptables concernés :
 - s'agissant des charges réalisées, les exercices comptables 2022, 2023, 2024 et 2025 pour les activités de gestionnaire de réseau d'EDM, et l'estimé 2026 ;
 - s'agissant des charges prévisionnelles, les prévisions présentées par EDM dans le cadre des travaux sur la dotation FPE pour la période 2027-2029.

Le titulaire du marché réalisera un audit du niveau des charges et produits à l'échelle d'EDM et fournira les éléments suivants :

Phase 1 :

- Une description ainsi qu'une analyse détaillée et quantifiée des différents postes de charges et produits d'exploitation, hors achats liés au système électrique, et des fondamentaux sous-jacents à leur construction sur les exercices comptables de 2022 à 2025, et l'estimé 2026. En complément de l'analyse poste par poste, un focus particulier sera réalisé, sans que cette liste soit limitative, sur les thèmes suivants :
 - Charges et recettes liées aux prestations extratarifaires :
 - Les montants des prestations réalisées sous le monopole d'EDM et par ses filiales de valorisation ;
 - Les montants des participations de tiers ;
 - Le montant des prestations réalisées par les filiales d'EDM pour cette dernière ainsi que la marge facturée à ce titre.
 - Charges et produits d'exploitation liés à la maintenance :
 - La distinction entre maintenance récurrente et non récurrente (e.g. politique d'allongement de la durée de vie des actifs) ;
 - Les hypothèses retenues (fréquence, volume et coût des actions de maintenance) et coûts/bénéfices associés à une politique d'allongement de la durée de vie des actifs le cas échéant ;
 - Le lien entre le niveau de charges de maintenance récurrentes et :
 - Le volume d'actifs gérés ;
 - Leur âge moyen ;
 - Les économies permises par les investissements, notamment en termes de réhabilitation d'ouvrages ou de programmes de maintenance capexisables.
 - Charges et produits d'exploitation prévisionnels liés aux assurances :
 - Le périmètre des assurances et la politique associée ;
 - Les niveaux réalisés et prévisionnels des primes d'assurance, des franchises et des indemnisations ;
 - Charges et produits d'exploitation prévisionnels liés aux avantages postérieurs à l'emploi et aux avantages à long terme :

- Les modalités d'évaluation des différents engagements retenues par la société et les notes d'actuaire associées (hypothèses démographiques, taux d'actualisation, taux de revalorisation des salaires, *etc.*) ;
 - La politique de recours aux actifs de couverture envisagée en lien avec ces engagements ;
 - Charges nettes d'exploitation prévisionnelles liées au tarif agents :
 - Les modalités d'évaluation du coût supporté retenues par l'opérateur (nombre de bénéficiaires actifs et retraités, hypothèses de consommation moyenne par bénéficiaire, hypothèses d'évolution des tarifs réglementés de vente (TRV), *etc.*) ;
 - Charges et produits d'exploitation induits par les investissements :
 - La sensibilité de la trajectoire de charges nettes d'exploitation en fonction du volume d'investissement envisagé ;
 - S'agissant des nouveaux investissements significatifs, le niveau des charges nettes d'exploitation associées sur la période, ainsi que les économies de charges permises par ces investissements, et justification du traitement comptable envisagé (répartition des dépenses entre charges nettes d'exploitation et investissement) ;
 - Charges et produits d'exploitation et charges de capital liés aux systèmes d'information, à l'immobilier, aux véhicules et à la logistique ;
 - Charges et produits d'exploitation liés au programme de R&D ;
 - Charges et produits d'exploitation liées aux projets MCBC et MAESHA ;
 - Coûts échoués :
 - Charges et produits liés aux études et travaux sans suites ;
 - Valeur nette comptable des immobilisations démolies ;
 - Redevances de concession.
 - Charges et produits d'exploitation relatifs aux catastrophes naturelles. Concernant ce poste, une distinction devra être faite entre les charges d'exploitation relatives au cyclone Chido et celles relevant des autres aléas climatiques. Pour celles liées au cyclone Chido, une analyse poste à poste dédiée est attendue (charges de personnel avec une attention particulière sur la politique de rémunération variable appliquée par EDM et facturée par les autres GR à EDM, matériel/logistique, prestations, *etc.*).
 - Charges et produits d'exploitation en lien avec le déploiement du projet de comptage évolué. Le projet de comptage évolué d'EDM a fait l'objet d'une délibération du 11 juin 2025² dans laquelle la CRE fixe les trajectoires de CNE et CCN associées au projet. Aussi, il n'est pas attendu une analyse des charges relatives à ce poste dans la mesure où cela a déjà été effectué par la CRE. Cependant, l'auditeur veillera à identifier les charges relatives à ce projet pour chacun des postes et sous postes afin que les analyses conduites puissent être présentée au périmètre hors comptage évolué.
- Une analyse détaillée et quantifiée de l'évolution prévisionnelle des différents postes de charges et produits d'exploitation et de leurs fondamentaux, pour les années 2026 à 2029. Le titulaire du marché devra identifier le niveau de productivité et de charges nettes d'exploitation atteint par l'opérateur sur la période 2022-2026. Il précisera les méthodes et hypothèses sous-jacentes retenues par EDM sur la période permettant notamment de justifier tout écart significatif avec le dernier réalisé. Le titulaire s'intéressera, en particulier, aux charges prévisionnelles de nouvelle nature non couvertes par la dotation en vigueur qu'EDM pourrait être amenée à supporter au cours de la prochaine période de dotation, notamment celles associées à la contractualisation de

² Délibération de CRE du 11 juin 2025 portant décision sur le cadre de régulation du système de comptage évolué d'Electricité de Mayotte

flexibilités locales pour permettre le report d'investissement³. En complément de l'analyse poste par poste, un focus particulier sera réalisé sur les mêmes thèmes précédemment identifiés.

Phase 2 :

- Une appréciation du niveau des charges et produits d'exploitation réalisés 2022 à 2025 et estimés 2026 de l'opérateur. Le titulaire analysera notamment les explications apportées par EDM pour expliquer les écarts entre les charges prévisionnelles et les charges constatées sur la période de 2022-2025 ;
- Une appréciation du niveau des charges et produits d'exploitation prévisionnels 2027-2029 (hors achats liés au système électrique).

Ces appréciations devront être réalisées au regard :

- Des niveaux réalisés par le passé ainsi que des méthodes et des hypothèses d'évolution prises en compte ;
- De la décomposition analytique de l'intégralité des charges « au premier euro » produite par l'opérateur ;
- Des derniers budgets d'exploitation validés par les organes de direction de l'opérateur ;
- Des éléments de comparaison des meilleures pratiques du marché ;
- De l'expertise du titulaire du marché en matière de meilleures pratiques.

A défaut de justification fournie par l'opérateur, la trajectoire prévisionnelle de référence sera construite sur la base du niveau 2025 inflaté.

L'appréciation du niveau des charges et produits d'exploitation sur la période 2022-2029, utilisera également les indicateurs de performance suivis par EDM pour piloter ses efforts de productivité ; le titulaire de marché devra les cas échéant les compléter par d'autres indicateurs afin d'avoir une meilleure vision de la performance de l'opérateur.

Une comparaison entre les différents territoires d'EDM, et les niveaux de performance qui leurs sont propres, devra être intégrée à l'analyse du titulaire du marché, ainsi que, dans la mesure du possible, des éléments de comparaison avec d'autres gestionnaires de réseaux présentant les mêmes caractéristiques qu'EDM (il s'agit de la PSE cf article 5bis du présent document). Ces éléments de comparaison devront faire l'objet d'une analyse critique et être clairement explicités par le titulaire. Ils devront prendre en compte les différences structurelles des différents territoires et opérateurs objets de la comparaison.

Phase 3 :

- Des recommandations argumentées quant au niveau efficient de charges nettes d'exploitation d'EDM qu'il conviendrait de prendre en compte dans les charges à couvrir par la dotation (hors achats liés au système électrique) ;
- Une appréciation des indicateurs de performance suivis par EDM pour piloter les efforts de productivité ainsi que de la stratégie mise en œuvre pour atteindre les objectifs qu'EDM s'est fixé dans ce domaine.

Phase 4 supplémentaire éventuelle (tranche optionnelle) :

- Une actualisation des travaux des phases 1 à 3 ainsi qu'une analyse de la justification des éléments mis à jour par EDM, dans la mesure où il est prévu qu'EDM mette à jour les éléments de son dossier de demande au plus tard le 15 juin 2026, afin de prendre en compte les

³ Ces nouveaux postes de coûts peuvent également être, par exemple, liés à la conséquence de nouvelles réglementations ou de la mise en œuvre de nouvelles prestations.

conséquences d'éventuels événements survenus depuis la remise du dossier initial. Le titulaire du marché s'appuiera sur les conclusions précédemment obtenues en phases 1 à 3.

Pour rappel (cf art. 5), la notification* de la décision d'affermissement de cette tranche sera réalisée via la messagerie de la plateforme PLACE (avec demande d'un accusé de réception) ou bien par courrier recommandé avec accusé de réception. Par conséquent, l'affermissement ne peut avoir lieu par l'envoi d'un simple mail ou à la suite des échanges lors des réunions. Dans cette hypothèse, le titulaire devra demander la notification de la décision d'affermissement dans les formes prescrites avant de commencer l'exécution des prestations.

**Conformément à l'article 3 du CCAG-PI, « La notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur [...] » et conformément à l'article R2113-6 du CCP, « l'exécution de chaque tranche optionnelle est subordonnée à la décision de l'acheteur de l'affermir, notifiée au titulaire dans les conditions fixées par le marché. »*

Les services de la CRE fourniront au titulaire du marché les données en leur possession nécessaires pour la conduite de l'audit, et toute explication relative aux dotations et tarifs de distribution.

Les sources d'information primaires sur lesquelles devra se fonder l'audit des charges d'exploitation constatées et prévisionnelles d'EDM sont composées :

- Des comptes 2022, 2023, 2024 et 2025 d'EDM ;
- Des balances comptables 2022, 2023, 2024 et 2025 d'EDM ;
- De l'estimé 2026 d'EDM et de l'analyse des modalités de construction des budgets prévisionnels de charges nettes d'exploitation et de suivi et de pilotage de la productivité d'EDM conduite en 2025 ;
- De la liste des postes de charges couverts par la dotation FPE d'EDM en vigueur actuellement ;
- Du budget pour les exercices futurs (2027-2029) et des hypothèses sous-jacentes établis par EDM et communiqués à la CRE dans le cadre de ces travaux, ainsi que les budgets moyen-terme validés par les organes de direction d'EDM ;
- De paramètres opérationnels et de ratios sur la période 2015-2029 transmis par l'opérateur pour illustrer ses performances opérationnelles réalisées et prévisionnelles.

Outre ces documents, le titulaire du marché aura la possibilité de solliciter de la part de l'opérateur des informations supplémentaires telles que ses documents comptables et ses procédures budgétaires.

Le titulaire du marché pourra également s'entretenir avec les principaux responsables d'EDM en charge de ces sujets.

ARTICLE 7 bis - Prestations complémentaires

S'agissant d'un marché de services, la CRE peut recourir ultérieurement à un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet des prestations complémentaires exécutées par le Titulaire au sens de l'article R. 2122-7 du CCP.

ARTICLE 8 - RÉUNIONS INTERMÉDIAIRES ET PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Les services de la CRE auront la charge du suivi de l'audit.

Une réunion de lancement de la mission réunira l'équipe du titulaire du marché et le comité de pilotage interne à la CRE et les interlocuteurs appropriés d'EDM.

Des points téléphoniques ou des réunions intermédiaires (dans les locaux de la CRE (une au maximum) ou bien en visioconférence) seront organisés toutes les semaines, notamment pour :

- Valider l'approche et les différents points de méthodologie proposés ;
- Rendre compte de l'avancement de la mission ;
- Traiter les éventuels obstacles ou problèmes rencontrés par le titulaire.

A l'issue de la phase 3, une réunion (en présentiel ou en visioconférence) de présentation aux services de la CRE du projet de rapport final sera organisée par le titulaire du marché.

Les résultats de l'audit seront également présentés à EDM, en présence des services de la CRE. Les éventuels commentaires émis par EDM dans le cadre de cette réunion de restitution, ainsi que les réponses apportées par le titulaire du marché à ces commentaires, seront intégrés au rapport final. Cette phase contradictoire pourrait durer entre 1 et 2 semaines et est comprise dans le délai d'exécution de 12 semaines prévu pour les phases 1 à 3).

A l'issue de ces échanges, le rapport final détaillé de l'audit sera remis et présenté par le titulaire du marché aux services de la CRE.

En cas de réalisation de la phase 4 et à l'issue de cette phase, une réunion (en présentiel ou en visioconférence) de présentation aux services de la CRE du projet de rapport final sera organisée par le titulaire du marché.

Les résultats de l'audit seront également communiqués à EDM. Les éventuels commentaires émis par l'opérateur, ainsi que les réponses apportées par le titulaire du marché à ces commentaires, seront intégrés au rapport final.

A l'issue de ces échanges, le rapport final détaillé de l'audit sera remis et présenté par le titulaire du marché aux services de la CRE.

Enfin, les résultats de la mission pourront être présentés par le titulaire du marché au Collège de la CRE dans le cadre d'une audition, en présence des services de la CRE. Nota : Cette prestation est incluse dans le prix forfaitaire indiqué à l'acte d'engagement.

ARTICLE 9 - LIVRABLES ATTENDUS

Pour chacune des réunions, le titulaire du marché proposera un ordre du jour et réalisera un support de présentation (comprenant tous les éléments nécessaires et notamment le questionnaire pour les opérateurs) et un compte rendu. Les documents seront envoyés aux participants, par courrier électronique, **au plus tard 3 jours ouvrés avant les réunions**, afin que celles-ci se déroulent dans des conditions satisfaisantes.

A l'issue de la réunion de lancement, le calendrier d'exécution (recalé le cas échéant en fonction de la date réelle de la réunion de lancement) devra être remis à la CRE par mail **dans un délai de 3 jours calendaires** après la réunion. Les comptes rendus des réunions devront être envoyés à la CRE **par mail dans un délai de 3 jours calendaires après la réunion**.

A la fin de la phase 3, une réunion finale de restitution des résultats de l'audit sera organisée avant la **fin du délai d'exécution de 12 semaines**. Au cours de cette réunion, le rapport final détaillé de l'audit, en format Word, sera remis et présenté par le titulaire du marché aux services de la CRE. Il sera accompagné :

- D'une synthèse reprenant les éléments importants du rapport détaillé ;
- D'une présentation PowerPoint des éléments clés de l'audit ;
- D'une annexe comportant l'ensemble des données recueillies au format Excel. Le modèle du document excel devra être validé par la CRE après demande du titulaire au démarrage de la mission. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas demandé la validation du modèle du document et que celui-ci ne conviendrait pas à la CRE, le titulaire devra modifier sa rédaction sans coût supplémentaire pour se conformer au modèle voulu par la CRE).

Le titulaire du marché fournira également à la CRE, à la fin de la phase 3 ou de la phase 4 si elle est affirmée), une version du rapport final susceptible d'être rendue publique par la CRE, qui ne comprendra pas d'information commercialement sensible relevant du secret des affaires.

Dans le cas de la réalisation de la phase 4, une réunion finale de restitution des résultats de l'audit sera organisée avant la fin du délai d'exécution de 3 semaines. Au cours de cette réunion, le rapport final détaillé de l'audit, en format Word, sera remis et présenté par le titulaire du marché aux services de la CRE. Il sera accompagné :

- D'une synthèse reprenant les éléments importants du rapport détaillé ;
- D'une présentation PowerPoint des éléments clés de l'audit ;
- D'un fichier de calcul comportant l'ensemble des données recueillies au format Excel. Le modèle du document excel devra être validé par la CRE après demande du titulaire. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas demandé la validation du modèle du document et que celui-ci ne conviendrait pas à la CRE, le titulaire devra modifier sa rédaction sans coût supplémentaire pour se conformer au modèle voulu par la CRE).

Le titulaire du marché fournira également à la CRE, à la fin de la phase 3 ou de la phase 4 si elle est affirmée), une version du rapport final susceptible d'être rendue publique par la CRE, qui ne comprendra pas d'information commercialement sensible relevant du secret des affaires.

L'ensemble des documents sera rédigé en français. Ils seront remis sous la forme d'une version électronique dans un format courant (Word, Excel, PowerPoint, PDF).

ARTICLE 10 - VÉRIFICATIONS ET RÉCEPTION

La date de remise des documents finaux par le titulaire (rapports finaux notamment) est considérée comme point de départ des opérations de vérification du pouvoir adjudicateur (la CRE) qui prendra dans le délai de vérification de 21 jours ouvrés (par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI) une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. La décision sera matérialisée le cas échéant par l'envoi d'un mail du responsable du service en charge du suivi du marché.

La date de remise des documents finaux est celle de la date de la réunion de restitution finale ou à défaut de réunion, la date du courriel d'envoi des documents finaux par le titulaire à la CRE. Cette date marque la fin du délai d'exécution de la phase concernée. Néanmoins, dans l'hypothèse où le rapport ne serait pas satisfaisant (décision d'ajournement de la CRE), le titulaire devra procéder aux modifications nécessaires dans le délai dans un délai qui sera fixé dans la décision de la CRE. Dans ce cas, le délai d'exécution initial continue à courir et les pénalités de retard pourront être appliquées conformément à l'article 17 du présent CCP.

ARTICLE 11 - AVANCE - CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE

Avance : En application des articles L 2191-2 et L 2191-3 du code de la commande publique, le titulaire a droit au bénéfice d'une avance de 5 % accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sauf s'il y a renoncé dans son acte d'engagement.

Pour les marchés publics passés par l'Etat, le taux de l'avance fixé au II du présent article est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise au sens de l'article mentionnée à l'article R. 2151-13.

Cautionnement et retenue de garantie : Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement et il ne sera pas opéré de retenue de garantie.

ARTICLE 12 - PRIX

Les prestations sont à prix global et forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le prix est ferme et non révisable. Il est réputé établi à la date de remise de l'offre par le titulaire. Ce prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de mission et de déplacements nécessaires à la réalisation de la prestation.

ARTICLE 13 - DÉLAI DE PAIEMENT–ACOMPTES–FACTURATION

Facturation / acomptes :

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Le titulaire procédera à une facturation des prestations après l'admission de celles-ci. Les acomptes sont versés trimestriellement, néanmoins, ils pourront être versés mensuellement pour les PME conformément à l'article R-2191-22 du CCP, si le titulaire en fait la demande.

La facture mentionnera les indications suivantes :

- nom et adresse du titulaire ;
- numéro RCS ;
- références bancaires ou postales sur lesquelles doit s'effectuer le paiement ;
- date de la facture ;
- numéro d'ordre ;
- nom et adresse du débiteur ;
- référence et objet du marché ;
- objet de la demande de paiement ;
- montant total hors TVA ;
- montant TTC.

Le titulaire devra préciser de manière détaillée le prix proposé pour la réalisation de l'étude, dont la facture devra être adressée à Electricité de Mayotte (EDM) au titre de l'étude mené.

En application de l'article L. 134-18 du code de l'énergie, cette étude, commanditée par la CRE, est réalisée aux frais de EDM.

À cette fin, EDM et la CRE ont accepté par avance de s'engager à conclure une convention de délégation de paiement (convention mentionnée à l'article 6 du présent CCP). Cette convention de délégation de paiement, faisant état du montant exact du marché, sera signée par les trois parties à la suite de l'attribution du marché et avant sa notification à l'attributaire.

La soumission au présent marché vaut engagement du titulaire du marché, à signer la convention de délégation de paiement figurant en annexe.

Compte tenu de la particularité de la prise en charge du paiement, une attention particulière à la facturation est demandée au titulaire (dont la procédure est explicitée dans la convention de délégation de paiement).

L'entête des factures devra mentionner les éléments suivants :

Electricité de Mayotte (EDM) - BP 333 - 97600 Mamoudzou

Les factures devront cependant être envoyées à la CRE uniquement sous forme dématérialisée à l'adresse suivante :

sf@cre.fr et mp@cre.fr

Délai de paiement :

Le délai maximum de paiement est de trente jours à compter de la date de la demande de règlement après service fait.

A défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de remboursement au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 14 - PERSONNES MANDATÉES

Le titulaire s'oblige à mettre à disposition de la CRE, pendant toute la durée du marché, un personnel suffisant et qualifié, apte à remplir la mission.

Les personnes mandatées ou habilitées par le titulaire du marché, présentées dans son offre sont seules autorisées à assurer les prestations faisant l'objet du marché.

En particulier, le titulaire s'engage par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-PI à désigner à l'acte d'engagement un interlocuteur unique chargé du suivi global et de l'exécution des prestations prévues au présent marché, garantissant un contact permanent pour répondre aux demandes du Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même interlocuteur, sauf démission ou suspension du contrat de travail.

Tout changement dans les moyens mis en œuvre pour délivrer les prestations et tout changement de l'interlocuteur unique, doit être soumis à l'accord préalable de la CRE.

Dans l'hypothèse où l'un des intervenants dédiés à la mission serait indisponible, le titulaire prend toutes les mesures nécessaires, après en avoir avisé par écrit et dans les plus brefs délais le Pouvoir Adjudicateur, pour assurer la continuité des prestations, dans les mêmes conditions de qualité et de délai, en affectant au poste concerné un nouvel intervenant ayant un niveau de qualification et d'expérience au moins équivalent au précédent.

En particulier, en cas d'indisponibilité temporaire ou permanente d'un membre de l'équipe dédiée ou de l'interlocuteur unique, et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, le titulaire s'engage à transmettre le nom et le profil (CV) du remplaçant au Pouvoir Adjudicateur sous **un délai de dix (10) jours ouvrés** à compter de ladite indisponibilité.

Pour des motifs liés à la bonne exécution des prestations, le remplacement d'une personne de l'équipe dédiée ou de l'interlocuteur unique peut également être réalisé à la demande de la CRE. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire doit alors proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans **un délai de quinze (15) jours ouvrés** à compter de la demande de remplacement faite par la CRE.

Par dérogation à l'article 3.4.3 dernier alinéa du CCAG-PI, à défaut de proposition d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes dans les délais précités, ou bien si la CRE refuse le premier remplaçant proposé, le marché pourra être résilié sans versement d'indemnité dans les conditions précisées à l'article 22 du présent CCP.

Aucun délai supplémentaire pour l'exécution des prestations ne sera accordé au titulaire en cas de changement d'équipe.

ARTICLE 15 - CONFLIT D'INTERÊT

Le titulaire garantit à la CRE que les personnes affectées à la réalisation de la présente mission ne sont pas dans une situation de conflit d'intérêt.

Le titulaire fournira à la CRE dans son dossier de candidature la liste détaillée des prestations qu'il a effectuées pour le compte de gestionnaires de réseaux ou de fournisseurs de gaz et d'électricité depuis 3 ans.

Si besoin, il fournira à la demande de la CRE tous les éléments et informations nécessaires pour justifier de l'absence de conflit d'intérêt

ARTICLE 16 - ACCEPTATION ET PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Conformément au chapitre III (article L2193-1 et suivants) du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu au préalable de la personne publique l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

ARTICLE 17 - PÉNALITÉS DE RETARD

Les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable ni invitation à présenter des observations, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG – PI, le Titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

17.1. Pénalités de retard dans l'exécution des prestations

Lorsque le délai contractuel est dépassé, le prestataire encourt une **pénalité forfaitaire de 100 euros par jour** de retard. Cette pénalité est applicable pour chaque délai d'exécution et livraison prévu au présent CCP.

17.2. Autres pénalités

Pénalité pour absence aux réunions : **50 euros par absence**.

Pénalité pour **non remise des documents préparatoires** aux réunions dans le délai : **25 euros**

Pénalité pour retard dans la remise d'un compte-rendu : **25 euros par jour de retard**

Pénalité en cas de non-remplaçant de l'interlocuteur unique ou d'un membre de l'équipe dans le délai indiqué à l'article 14 du présent CCP : **50 euros par jours de retard**

Pénalité **pour non-respect du délai maximum imposé au titulaire pour se rendre disponible** à la réunion de lancement : **50 euros par jours de retard**

Pénalités pour violation de l'obligation de confidentialité :

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-PI, en cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG-PI, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 5 % du montant du marché public ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 5 % du montant du marché public.

17.3. Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

ARTICLE 18 - ASSURANCES

Le titulaire doit justifier avant la notification du marché qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution.

ARTICLE 19 - CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL

19.1 Traitement des données à caractère personnel

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, le « RGPD »).

Sans préjudice des dispositions de l'article 5 du CCAG-PI, les obligations relatives à la confidentialité des données et à la protection des données à caractère personnel qui incombent aux parties sont régies par le présent article.

19.1.1. Obligations du Titulaire

Respect des finalités du traitement et des instructions indiquées dans les pièces du marché

Le Titulaire s'engage à traiter les données à caractère personnel auxquelles il peut avoir accès dans le cadre de la réalisation de sa prestation uniquement pour les finalités du présent marché et conformément aux instructions de la CRE.

Confidentialité des données personnelles

Le Titulaire garantit la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public.

A cette fin, le Titulaire s'engage à :

- Ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution des Services objets du présent marché public, et à la condition que la CRE ait donné son accord préalable ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public.

Le Titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au Titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement.

Exercice des droits des personnes

Le Titulaire et la CRE s'acquittent de leur obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le Titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de la CRE et dans les délais prévus par le RGPD, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent marché public. Il s'engage à reporter périodiquement à la CRE un état de l'exercice anonymisé de ces droits et des suites qui y ont été donné.

Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie à la CRE toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification devra être adressée aux adresses mails suivantes dr@cre.fr et dpo@cre.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la CRE, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le titulaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Assistance du Titulaire dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le Titulaire assiste la CRE pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données et lui fournit toute information nécessaire au respect des obligations qui lui incombent au titre du règlement européen sur la protection des données.

Le Titulaire assiste la CRE pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Mesures de sécurité

Le Titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes et toute autre mesure rendue nécessaire à l'issue de l'éventuelle l'analyse d'impact relative à la protection des données réalisée par la CRE responsable de traitement :

- *La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;*
- *Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;*
- *Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;*

- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement).

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité prévues par les différentes réglementations.

Sort des données

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage à :

- Détruire toutes les données à caractère personnel. Une fois détruites, le Titulaire apporte la preuve écrite de leur destruction.

Hébergement et transfert des données

Les données à caractère personnel au sens de l'article 4(1) du RGPD devront être hébergées au sein de l'Union européenne. Elles ne font l'objet d'aucun transfert.

Délégué à la protection des données

Si, en application de l'article 37 du RGPD, le Titulaire a désigné un délégué à la protection des données, il en communique le nom et les coordonnées à la CRE.

Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire signer à ses sous-traitants un contrat ou tout autre acte juridique dans lequel le sous-traitant s'engage à respecter la réglementation en vigueur application au traitement des données à caractère personnel et en particulier le RGPD. Ce contrat ou acte juridique sera ensuite communiqué à la CRE dans les meilleurs délais.

Ce sous-traitant « ultérieur » est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de la CRE. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant la CRE de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

Documentation

Le Titulaire met à la disposition de la CRE la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par la CRE ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

La CRE se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

19.1.2. Obligations de la CRE, responsable de traitement, à l'égard du Titulaire

La CRE s'engage à :

- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD de la part du Titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser, le cas échéant, les audits et les inspections auprès du Titulaire.

19.2 - Confidentialité

Les précisions suivantes complètent l'article 5 du CCAG-PI sans y déroger.

Dans le cadre du présent marché, le titulaire est susceptible d'avoir accès à des données à caractère personnel mais également à des informations commercialement sensibles, dont la confidentialité est protégée par les articles L. 111-72 et suivants du code de l'énergie.

Le titulaire qui, avant la notification du marché, ou au cours de son exécution, ou même après avoir exécuté toutes les prestations, a reçu communication, à titre confidentiel, d'informations, documents ou objets quelconques (ci-après les « Données »), est tenu de maintenir confidentiel l'objet de cette communication.

Le titulaire s'engage à prendre connaissance et/ou à n'utiliser les Données – quelles que soient leur nature, forme ou leur contenu, que ces informations aient été acquises directement ou indirectement par le titulaire au cours de discussions ou d'investigations qu'il peut mener et que ces Données soient protégées ou non par un droit ou un titre de la propriété intellectuelle – dont il a pris connaissance dans le cadre de l'exécution du marché, que dans le strict cadre des missions qu'il réalise pour le compte de la CRE. Le titulaire s'interdit notamment toute utilisation de ces Données pour son compte ou pour le compte de tiers.

Chez le titulaire, ces Données ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'engage à ce que ces Données ne soient pas divulguées ni susceptibles de l'être directement ou indirectement à tout tiers.

Le titulaire s'assure que ces Données ne soient ni copiées ni reproduites, ni dupliquées en partie ou en totalité, sur quel que support que ce soit, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas directement liées à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à restituer immédiatement à première demande, ou à détruire après accord de la CRE, toutes les Données et leurs éventuelles reproductions, duplications, copies. En tout état de cause, il s'engage à restituer ou détruire l'ensemble des Données à sa disposition dans un délai d'un mois à compter de la fin du marché et selon les prescriptions de la CRE.

Les obligations de confidentialité définies dans le présent article s'imposent au titulaire comme aux sous-traitants éventuels. Le titulaire demeure pleinement responsable devant la CRE de l'exécution par les sous-traitants de leurs obligations.

Les présentes obligations de confidentialité se poursuivent après exécution du marché.

ARTICLE 20 - PROPRIÉTÉ DE L'ÉTUDE ET DE SES RÉSULTATS

Les précisions suivantes complètent l'article 35 du CCAG-PI sans y déroger sauf mention expresse.

Par dérogation aux articles 35.2.1 et 35.3.1 du CCAG-PI, tous les résultats (tel que ce terme est défini à l'article 32.1 du CCAG-PI, exclusion faite du savoir-faire) produits en exécution du présent marché sont la propriété exclusive de la CRE. Les résultats couvrent ce qui est élaboré dans le cadre du marché, c'est-à-dire tout ce qui est livré dans le cadre du marché sauf les connaissances antérieures (standards ou non-définies au 32.2 et 32.3 du CCAG). L'acheteur n'autorise pas le titulaire à exploiter les résultats dans le cadre du marché, ceux-ci étant cédés dans leur globalité et à titre exclusif à la CRE. Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le marché.

Il en est de même pour tous les documents et informations que le pouvoir adjudicateur aura remis au candidat puis au titulaire, qui ne pourra utiliser tout ou partie des résultats faisant l'objet du présent marché sans l'accord préalable et écrit de la CRE.

En outre, l'article 35 du CCAG-PI est complété par les dispositions suivantes :

« La CRE utilisera librement les résultats du marché. Dans ces conditions, le titulaire s'engage à ce que les contrats de travail de ses salariés, ceux de ses co-traitants et de ses éventuels contrats de sous-

traitance, ne fassent pas obstacle à une libre utilisation de la prestation par la CRE. Le titulaire s'engage à reprendre les dispositions ci-dessus dans ses contrats de sous-traitance.

Les co-traitants doivent se céder leurs droits (fournir la convention d'engagement dans laquelle figureront les droits cédés) ».

Il est rappelé également la possibilité pour la CRE d'utiliser librement, en contrepartie de sa contribution financière, les résultats, même partiels, des prestations réalisées par le titulaire. Ces droits incluent les droits d'exploitation ultérieure, de représentation et de reproduction, sans aucun nouveau versement de droits par la CRE, étant entendu que toute exploitation de l'œuvre, toute édition ou toute publication autorisée par la CRE fera mention du prestataire.

ARTICLE 20 - PROPRIÉTÉ DE L'ÉTUDE ET DE SES RÉSULTATS

Les précisions suivantes complètent l'article 35 du CCAG-PI sans y déroger sauf mention expresse.

Par dérogation aux articles 35.2.1 et 35.3.1 du CCAG-PI, tous les résultats (tel que ce terme est défini à l'article 32 du CCAG-PI, exclusion faite du savoir-faire) produits en exécution du présent marché sont la propriété exclusive de la CRE. Les résultats couvrent ce qui est élaboré dans le cadre du marché, c'est-à-dire tout ce qui est livré dans le cadre du marché sauf les connaissances antérieures (standards ou non-définies au 32.2 et 32.3 du CCAG). L'acheteur n'autorise pas le titulaire à exploiter les résultats dans le cadre du marché, ceux-ci étant cédés dans leur globalité et à titre exclusif à la CRE. Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le marché.

Il en est de même pour tous les documents et informations que le pouvoir adjudicateur aura remis au candidat puis au titulaire, qui ne pourra utiliser tout ou partie des résultats faisant l'objet du présent marché sans l'accord préalable et écrit de la CRE.

En outre, l'article 35 du CCAG-PI est complété par les dispositions suivantes :

« La CRE utilisera librement les résultats du marché. Dans ces conditions, le titulaire s'engage à ce que les contrats de travail de ses salariés, ceux de ses co-traitants et de ses éventuels contrats de sous-traitance, ne fassent pas obstacle à une libre utilisation de la prestation par la CRE. Le titulaire s'engage à reprendre les dispositions ci-dessus dans ses contrats de sous-traitance.

Les co-traitants doivent se céder leurs droits (fournir la convention d'engagement dans laquelle figureront les droits cédés) ».

Il est rappelé également la possibilité pour la CRE d'utiliser librement, en contrepartie de sa contribution financière, les résultats, même partiels, des prestations réalisées par le titulaire. Ces droits incluent les droits d'exploitation ultérieure, de représentation et de reproduction, sans aucun nouveau versement de droits par la CRE, étant entendu que toute exploitation de l'œuvre, toute édition ou toute publication autorisée par la CRE fera mention du prestataire.

ARTICLE 21 - RÉSILIATION

Les dispositions applicables en matière de résiliation sont celles du chapitre 7 du CCAG – PI avec les précisions et dérogations décrites ci-dessous.

En cas de non-respect de ses obligations contractuelles, la CRE se réserve le droit de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire et à ses frais et risques.

Selon les cas énumérés à l'article 39 du CCAG-PI, une mise en demeure doit précéder la résiliation aux torts du titulaire, et prendre la forme d'une notification. Ainsi, dans un premier temps la CRE adresse au titulaire un courrier recommandé lui annonçant son intention de résilier le contrat. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour formuler ses observations à compter de la réception du courrier recommandé. Par dérogation à l'article 39.2 du CCAG - PI, une fois ce délai expiré, la CRE pourra prononcer à titre définitif la résiliation du marché (sans qu'il soit nécessaire d'assortir la mise en demeure d'un délai d'exécution et que cette dernière soit restée infructueuse).

La date de prise d'effet de la résiliation sera fixée par courrier.

Par dérogation à l'article 3.4.3 et 39.1.e) du CCAG-PI, le marché pourra également être résilié à défaut de proposition dans les délais précisés au présent CCP d'un remplaçant disposant de

compétences au moins équivalentes, ou bien si le premier remplaçant proposé est récusé par la CRE.

Par ailleurs et par dérogation à l'article 32.2 du CCAG-PI, la CRE se réserve la possibilité de prononcer une résiliation immédiate sans mise en demeure quand le titulaire déclare ne pas pouvoir tenir ses engagements.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 et suivants du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 22 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

En cas de litige entre les Parties, celles-ci conviennent, préalablement à toute action en justice, de rechercher une solution amiable dans un délai maximum de 30 jours à compter du constat du litige.

En cas d'échec de cette procédure amiable, le règlement du litige relève de la compétence du Tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 23 - NOTIFICATION/envoi de documents

La notification du présent marché interviendra par voie dématérialisée conformément à l'article L2132-2 du code de la commande publique et ce via le profil d'acheteur.

Le profil d'acheteur pourra également être utilisé, pour tous les échanges (échanges d'information ou courriers divers ...) intervenant pendant l'exécution du marché ou pour la transmission de documents établis dans le cadre de l'exécution du contrat (décision ajournement, bon de commande...) avenant, sous-traitance...).

ARTICLE 24 - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent CCP déroge au CCAG PI notamment sur les points suivants :

- L'article 6 déroge à l'article 4.1 relatif à l'ordre de priorité des pièces contractuelles ;
- L'article 10 déroge aux articles 28 et 29 relatifs aux décisions après vérification ;
- L'article 14 déroge à l'article 3.4 relatif aux personnes désignées par le titulaire ;
- L'article 17 déroge à l'article 14 relatif aux pénalités ;
- L'article 20 complète l'article 35 relatif à l'utilisation des résultats de l'étude ;
- L'article 21 déroge à l'article 39 relatif à la résiliation du marché
- L'article 22 déroge à l'article 43 relatif aux différends.

Pour le reste, tous les points non abordés au présent document sont régis par le C.C.A.G.-PI.